

RÈGLEMENT #200 CONCERNANT LES FEUX EXTÉRIEURS

- ATTENDU QU'** en vertu de la *Loi sur la sécurité incendie*, L.R.Q., c.S-3.4, les Municipalités Régionales de Comté doivent élaborer un schéma de couverture de risques en sécurité incendie;
- ATTENDU QUE** selon l'article 16 de la susdite loi, les municipalités locales sont tenues d'adopter des mesures réglementaires en matières de sécurité incendie;
- ATTENDU QU'** en vertu de l'article 62 de la *Loi sur les compétences municipales*, une municipalité peut adopter des règlements en matière de sécurité;
- ATTENDU QUE** la gestion des brûlages n'est pas soumise à l'obligation d'obtenir un permis de brûlage tel que prescrit par l'article 135 de la *Loi sur les forêts*;
- ATTENDU QU'** en vertu de l'article 136 de la *Loi sur les forêts*, les citoyens sont autorisés à faire un feu pour nettoyer un terrain résidentiel ou de villégiature sous certaines conditions;
- ATTENDU QUE** ce sont les municipalités et les villes qui doivent encadrer les activités de brûlage domestiques de leurs citoyens;
- ATTENDU QUE** les feux d'herbes, de broussailles et les feux en plein air hors contrôle constituent un danger pour la population, les habitations, la forêt et entraînent parfois des pertes élevées;
- ATTENDU QUE** la municipalité désire réduire les coûts des interventions du service de sécurité incendie pour ces types d'intervention et sensibiliser sa population;
- ATTENDU QU'** avis de motion a été donné lors de la séance ordinaire du conseil du 11 avril 2011;
- EN CONSÉQUENCE,** il est proposé par monsieur le conseiller Jean-Jacques Trépanier, secondé par monsieur le conseiller Réal Nolet et unanimement résolu

Que le présent règlement portant le nom « **RÈGLEMENT CONCERNANT LES BRÛLAGES EXTÉRIEURS** », soit adopté séance tenante, et qu'il soit statué par le présent règlement ce qui suit :

CHAPITRE 1
DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES ET ADMINISTRATIVES

- ARTICLE 1 PREAMBULE**
- Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.
- ARTICLE 2 OBJET DU RÈGLEMENT**
- Le présent règlement prévoit certaines normes régissant le brûlage d'herbes et de broussailles et les feux en plein air.
- ARTICLE 3 APPLICATION DU RÈGLEMENT**
- L'application du présent règlement est confiée au Service de la sécurité incendie et/ou à la Sûreté du Québec et/ou à l'inspecteur municipal et/ou à la directrice générale pour la municipalité de Saint-Marc-de-Figuery. L'émission des permis en conformité aux dispositions dudit règlement est confiée à la municipalité.

ARTICLE 4 **TERRITOIRE ASSUJETTI**

Le présent règlement s'applique au territoire de Saint-Marc-de-Figuery

ARTICLE 5 **DÉFINITIONS**

Dans le présent règlement à moins que le contexte ne s'y oppose, on entend par les mots ou les expressions suivantes :

feu en plein air : destruction par le feu de matières comme le bois et les branches d'arbre lorsque les flammes ne sont pas entièrement contenues; comprend les feux de camp, les brûlages et les foyers en plein air, mais n'inclut pas les barbecues;

foyer extérieur : cadre manufacturé, incombustible, fermé, équipé d'une cheminée et/ou munie d'un pare-étincelle dont l'ouverture est inférieure ou égale à 10 mm et servant à des fins décoratives pour y faire un feu en plein air et dont la taille des matières qui peuvent y être brûlées ne peut pas dépasser un mètre dans tous les sens;

indice danger d'incendie bas : indice décrété par la SOPFEU comme étant le meilleur temps pour autoriser un brûlage;

indice danger d'incendie modéré : indice décrété par la SOPFEU et indiquant que les brûlages sont possibles sous surveillance étroite;

indice danger d'incendie élevé : indice décrété par la SOPFEU et indiquant que le brûlage n'est pas recommandé, car il est facile d'en perdre le contrôle et un incendie peut alors se propager rapidement;

indice danger d'incendie extrême : le brûlage est à proscrire, car dans ces conditions, la propagation d'un incendie peut atteindre plusieurs mètres à la minute;

personne : personne *physique* ou *morale*, y compris une compagnie, un syndicat, une société ou tout regroupement ou association quelconque d'individus;

personne morale : regroupement de personnes qui se voit reconnaître une existence juridique et qui, à ce titre, est titulaire de droits et de devoirs (association, compagnie, syndicat, etc.);

personne physique : personne prise en tant qu'individu, elle est dotée de la capacité juridique et titulaire de droits et de devoirs;

service de sécurité incendie : désigne le service de sécurité incendie de la municipalité ou celui desservant le territoire de la municipalité

SOPFEU : Société de protection des forêts contre le feu;

Municipalité : Saint-Marc-de-Figuery

CHAPITRE 2
POUVOIRS

ARTICLE 6 **POUVOIRS DU DIRECTEUR DU SERVICE DE LA SÉCURITÉ INCENDIE ET/OU LA MUNICIPALITÉ**

Le Service de la sécurité incendie ou son représentant et/ou la municipalité peut, en tout temps, faire éteindre un feu situé sur le territoire de Saint-Marc-de-Figuery lorsque la situation le requière.

CHAPITRE 3
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 7 DEMANDE DE PERMIS DE FEU EN PLEIN AIR

Toute personne, ayant au moins dix-huit (18) ans, qui désire faire un feu en plein air à l'intérieur des limites territoriales de la municipalité de Saint-Marc-de-Figuery doit au préalable obtenir un permis pour feu en plein air émis par la municipalité

Cependant, aucun permis n'est requis pour l'utilisation d'un poêle à briquette, à charbon de bois ou d'un barbecue à gaz. De plus, il n'est pas nécessaire de se procurer un permis pour les feux de camp et pour l'utilisation de foyers extérieurs à condition que ces derniers soient conformes au chapitre 6 du présent règlement.

Le permis peut être obtenu en se présentant à l'adresse suivante : 10 avenue Michaud

La demande de permis doit être effectuée au moins cinq (5) jours ouvrables avant la date prévue pour le feu en plein air.

La municipalité peut également émettre un permis pour une durée prolongée en fonction de la période de l'année.

ARTICLE 8 COÛT DU PERMIS

Il n'y a aucun coût à défrayer pour l'obtention du permis.

ARTICLE 9 INSPECTION

La municipalité se réserve le droit de visiter et d'examiner tout lieu utilisé pour effectuer un feu afin de constater si les dispositions du présent règlement y sont exécutées. Tout propriétaire, locataire ou occupant de ce lieu doit recevoir ces personnes et répondre à toutes les questions qui leur sont posées relativement à l'exécution de ce règlement.

ARTICLE 10 INCESSIBILITÉ ET PÉRIODE DE VALIDITÉ DU PERMIS

Le permis émis en vertu du présent règlement est incessible et n'est valide que pour la période du temps qui y est indiquée. Si le permis est émis pour une période excédant 24 heures, le détenteur doit toujours téléphoner à la municipalité à chaque fois avant d'allumer un feu.

La période de validité d'un permis est variable.

ARTICLE 11 RÉVOCATION DU PERMIS

Le permis émis peut en tout temps être révoqué si, de l'avis d'une personne responsable de l'application du présent règlement, une situation dangereuse existe sur le lieu du feu en plein air ou près de celui-ci ou encore si le détenteur ne respecte pas les dispositions du présent règlement.

ARTICLE 12 INTERDICTION DE FAIRE UN FEU EN PLEIN AIR

Il est interdit de faire un feu en plein air les jours où les conditions climatiques sont défavorables au brûlage faisant en sorte qu'il y a un risque élevé de propagation de feu, tels une sécheresse, un vent fort, un vent orienté en direction des matières inflammables ou lorsqu'une interdiction d'allumer un feu à ciel ouvert a été émise par les autorités municipale, provinciale ou la SOPFEU.

Dans le cas d'interdiction de feu en plein air émise par les autorités municipale, provinciale ou la SOPFEU, toute demande de permis est refusée et tout permis déjà accordé est automatiquement suspendu.

Aucun permis ne sera émis et aucun brûlage ne sera autorisé si l'indice de danger d'incendie émis par la SOPFEU est élevé ou extrême.

ARTICLE 13 **INTERDICTIONS**

Un feu ne doit pas nuire au voisinage par le dégagement de fumée ou d'odeur sans quoi il doit être éteint sans délai.

Il est interdit d'utiliser un accélérateur pour allumer un feu (essence, huile, etc.).

Il est interdit de brûler des déchets, des matières toxiques, des matières plastiques ou d'origine pétrolière, caoutchouc ou autres et toutes matières desquelles peut émaner une fumée polluante.

Il est interdit de procéder au brûlage d'un bâtiment ou de matériaux provenant de la démolition, construction ou rénovation d'un bâtiment.

Il est interdit de faire un feu de camp à l'intérieur d'un périmètre urbain tel que défini au schéma d'aménagement. Seuls les foyers extérieurs répondant aux exigences de la définition de l'article 5 sont permis dans les périmètres urbains.

Les feux d'herbe sèche sont prohibés en tout temps à l'intérieur des limites de la Municipalité. Il est interdit à tout propriétaire, locataire occupant d'une propriété d'allumer, d'autoriser que soit allumé ou de tolérer que soit continué sur la propriété dont il est le propriétaire, locataire ou occupant, un feu d'herbe sèche.

ARTICLE 14 **RESPONSABILITÉ ET OBLIGATIONS**

La personne responsable d'un feu doit le surveiller en tout temps et s'assurer avant de quitter les lieux que le feu est complètement éteint avec de l'eau.

Le fait d'obtenir un permis pour faire un feu ne libère pas celui qui l'a obtenu de ses responsabilités dans le cas où des déboursés ou des dommages résultent du feu ainsi allumé. En aucun cas, l'émission d'un permis ne peut engager la responsabilité de la municipalité pour tout préjudice pouvant résulter d'un feu en plein air.

CHAPITRE 4 **BRÛLAGE DOMESTIQUE**

ARTICLE 15 **DÉFINITION**

Brûlage domestique : brûlage visant à détruire un amas de résidus, de matières ligneuses ou autres combustibles à la suite d'un nettoyage sur un terrain résidentiel ou de villégiature tels que :

- ◆ amas d'herbes, de feuilles, de paille ou de rebuts forestiers (copeaux);
- ◆ nettoyage forestier (nettoyage de sous-bois);
- ◆ défrichage en vue de la construction d'une bâtisse résidentielle.

ARTICLE 16 **CONDITIONS D'EXERCICE**

Toute personne qui s'est vu accorder un permis de brûlage doit s'assurer de respecter les conditions suivantes :

- a) le requérant doit obtenir et valider les conditions relatives aux brûlages auprès de la SOPFEU à chaque jour avant de débuter le brûlage et il doit l'aviser lors de l'extinction complète du brasier lorsque le permis est émis par la SOPFEU;

- b) une personne responsable doit demeurer constamment à proximité du site de brûlage jusqu'à l'extinction complète du feu et garder le plein contrôle sur le brasier;
- c) elle doit avoir en sa possession, sur les lieux du brûlage, le permis émis par la municipalité;
- d) sur les lieux du brûlage, il doit y avoir les équipements requis pour combattre un incendie engendré par ce feu, tels que boyaux d'arrosage, extincteurs, pelles ou tout autre équipement approprié et ces équipements doivent en tout temps être accessibles au responsable;
- e) créer une zone de dégagement en enlevant toute matière inflammable (feuilles, brindilles, terre) sur une distance de 6 mètres calculée à partir du pourtour du brasier;
- f) veiller à ce que la hauteur et le diamètre des amas n'excèdent pas ce qui est inscrit au permis;
- g) n'utiliser aucune des matières suivantes comme combustible : pneus ou autres matières à base de caoutchouc, matériaux de construction, ordures, produits dangereux domestiques (peintures, huiles, solvants), produits polluants ou tout autre produit dont la combustion est prohibée par les lois et règlements en vigueur;
- h) n'utiliser aucun produit inflammable ou combustible comme accélérateur;
- i) le brasier doit être situé à au moins 15 mètres de tout bâtiment ou tout objet qui pourrait représenter un risque de propagation de l'incendie;
- j) veiller à ce que la fumée du feu n'importune pas le voisinage sinon, le feu doit être éteint immédiatement;
- k) s'assurer que le feu est complètement éteint avant de quitter les lieux.

CHAPITRE 5 **BRÛLAGE INDUSTRIEL**

ARTICLE 17

DÉFINITION

Brûlage industriel : brûlage fait en forêt ou à proximité visant à détruire toute matière ligneuse abattue ou coupée lors d'un déboisement ou tout autre combustible brûlé pour des fins industrielles ou lucratives tels que :

- ♦ défrichage en vue du passage d'une route ou d'un dégagement de route;
- ♦ érection d'une ligne de transport d'énergie (électricité, gaz, etc.);
- ♦ défrichage en vue de la construction d'une bâtisse commerciale ou industrielle;
- ♦ travaux d'amélioration de cours d'eau municipaux;
- ♦ brûlages sylvicoles (débris forestiers, andains);
- ♦ brûlage de bleuetières.

ARTICLE 18

DEMANDE DE PERMIS

Toute personne désirant faire du brûlage à des fins industrielles à l'intérieur des limites territoriales de la municipalité doit, au préalable, obtenir un permis de brûlage tel que prescrit par la *Loi sur les forêts* et qui est émis par la Société de protection des forêts contre le feu.

CHAPITRE 6

FEU DE CAMP

ARTICLE 19 **DÉFINITION**

Feu de camp : feu en plein air dont la taille des matières brûlées ne dépasse pas un mètre de largeur et un mètre de hauteur, qui est allumé et alimenté uniquement dans le but de faire cuire des aliments, de procurer une source de chaleur ou de servir à des fins récréatives et qui est entouré de matières incombustibles.

ARTICLE 20 **EXIGENCES**

Toute personne désirant allumer un feu de camp à l'extérieur du périmètre urbain et à l'intérieur des limites territoriales de la municipalité doit s'assurer de respecter les conditions suivantes :

- a) respecter les conditions énumérées aux articles 12 et 13 du présent règlement;
- b) une personne responsable doit demeurer constamment à proximité du feu jusqu'à l'extinction complète de ce dernier et garder le plein contrôle sur le brasier;
- c) l'emplacement pour faire le feu de camp est délimité par une structure qui entoure ledit feu sur au moins trois côtés de ce dernier. Cette structure de pierre, de brique, de béton, de métal ou d'autres matériaux semblables pouvant contenir des braises et les flammes est d'une hauteur d'au moins 30 centimètres ou dans un foyer extérieur répondant aux critères définis à l'article 5;
- d) le propriétaire ou le responsable des lieux possède les équipements requis pour combattre un incendie engendré par ce feu, tels que boyaux d'arrosage, extincteurs, pelles ou tout autre équipement approprié et ces équipements doivent en tout temps être accessibles au responsable;
- e) en tout temps, il ne doit y avoir aucun risque de proximité avec des matières inflammables et une distance de dégagement de 3 mètres doit être maintenue face à tout contenant (bouteille ou réservoir) de gaz inflammables.

ARTICLE 21 **FEUX DE CAMP À L'INTÉRIEUR DU PÉRIMÈTRE URBAIN**

Seuls les foyers extérieurs répondant aux critères définis à l'article 5 sont permis dans les périmètres urbains. De plus, ils doivent respecter les exigences des paragraphes a), b), d) et e) de l'article 20.

CHAPITRE 7

FESTIVITÉS ET ÉVÉNEMENTS SPÉCIAUX

ARTICLE 22 **DÉFINITION**

Feu de joie : tout feu allumé sur un terrain privé ou public et tenu dans le cadre d'une activité spécifique se démarquant notamment par sa taille ou par le nombre de personnes qui y assistent.

ARTICLE 23 **EXCEPTION**

Il est défendu à toute personne d'allumer ou de maintenir un feu dans un endroit public, sauf s'il s'agit d'un feu de joie allumé dans le cadre de festivités et événements spéciaux ayant fait l'objet d'une autorisation signée de la municipalité et pour lequel un permis pour feu en plein air est émis conformément au présent règlement. Dans un tel cas, les équipements et le matériel requis pour l'extinction du feu doivent être disponibles sur les lieux à tout instant.

Des exigences particulières supplémentaires pourraient être applicables telles que requises par la municipalité.

CHAPITRE 8
DISPOSITIONS CONCERNANT LES SANCTIONS ET LES RECOURS

ARTICLE 24 INFRACTION

Toute personne qui contrevient aux dispositions énoncées au présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende plus les frais. À défaut du paiement de l'amende et des frais, les dispositions prévues au Code de procédure pénale (L.R.Q., c., C-25.1) s'appliquent.

Le directeur du Service de la sécurité incendie et/ou son représentant et/ou les agents de la Sûreté du Québec et/ou la municipalité sont autorisés à émettre des constats d'infraction à toute personne qui contrevient aux dispositions du présent règlement.

ARTICLE 25 PÉNALITÉS

Quiconque contrevient à l'une des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende comme suit :

	PREMIÈRE INFRACTION		RÉCIDIVE	
	<i>Amende minimale</i>	<i>Amende maximale</i>	<i>Amende minimale</i>	<i>Amende maximale</i>
Personne physique	100 \$	1000 \$	200 \$	2000 \$
Personne morale	200 \$	2000 \$	400 \$	4000 \$

Toutes dépenses encourues par la Municipalité par suite du non-respect d'un des articles du présent règlement seront à l'entière charge des contrevenants.

ARTICLE 26 INFRACTION CONTINUE

Si l'infraction est continue, le contrevenant est passible de l'amende et des frais pour chaque jour au cours duquel l'infraction se continue, ladite infraction constituant jour après jour, une infraction séparée.

CHAPITRE 9
DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 27 ABROGATION DE RÈGLEMENTS ANTÉRIEURS

Le présent règlement abroge tout règlement similaire en vigueur sur le territoire de la Municipalité de Saint-Marc-de-Figuery.

Telle abrogation n'affecte cependant pas les procédures intentées sous l'autorité des règlements ainsi abrogés, lesquelles ne continuent sous l'autorité desdits règlements abrogés jusqu'au jugement final et exécutoire.

ARTICLE 28 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi, après l'accomplissement des formalités édictées par la Loi.

Maire

Directrice générale et secrétaire-trésorière